

Dictionnaire
des
termes indigestes

Voici les **termes** qui sont au cœur de nos missions et qui nous ont donné du fil à retordre lorsqu'on les a découverts. On les a décryptés pour toi, avec des mots simples. Ça te permettra, lorsque tu les rencontreras à nouveau, de savoir ce qu'ils signifient concrètement.

Ce dictionnaire, véritable **kit de survie critique** dans la jungle du **jargon institutionnel**, te permettra également d'entrer dans la réalité de nos missions, de mieux identifier les acteur·rices et comprendre les enjeux politiques.

Sigle : initiales d'un groupe de mots.

Acronyme : sigle qui se prononce comme un mot ordinaire (ex : CAPES, CAF).

** : les termes suivis d'un astérisque(*) font l'objet d'une définition dans le dictionnaire.*

Sommaire

SUN — DROIT AU LOGEMENT ET À LA VILLE	4
ANRU (AGENCE NATIONALE POUR LA RÉNOVATION URBAINE).....	4
FAP (FONDATION ABBÉ PIERRE)	4
LOGEMENT TIROIR.....	5
QPV (QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE)	5
OLIVIER — DROITS DES RÉSIDENTS DE FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS.....	6
PTFTM (PLAN DE TRAITEMENT DES FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS).....	6
CILPI (COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR LE LOGEMENT DES POPULATIONS IMMIGRÉES).....	6
RÉSIDENCE SOCIALE	7
LOGEMENT TREMPLIN / LOGEMENT ACCOMPAGNÉ	7
REDEVANCE	7
CLAIRE — DROITS DES ÉTRANGER·ÈRES ET JUSTICE SOCIALE	8
<i>PREFEITURA DE SÃO PAULO</i>	8
FSMM (FORUM SOCIAL MONDIAL DES MIGRATIONS)	8
VILLES ACCUEILLANTES	9
GOUVERNANCE DES MIGRATIONS	10
LÉO — DROITS DES ÉTRANGER·ÈRES ET POLITIQUES MIGRATOIRES EUROPÉENNES.....	11
FRONTEX (AGENCE EUROPÉENNE DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES).....	11
PEV (POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE).....	12
EXTERNALISATION DES POLITIQUES MIGRATOIRES	12
<i>EXPULSIÓN, DEVOLUCIÓN, DEVOLUCIÓN CALIENTES, RECHAZO EN FRONTERA</i>	13
L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT	13
PATRI - TRAVAILLEUR·SES ÉTRANGER·ÈRES SAISONNIER·ÈRES EN AGRICULTURE	14
<i>CHABOLA</i>	14
<i>CONTRATACIÓN EN ORIGEN</i>	14
<i>CONVENIO COLECTIVO</i>	15
<i>CUADRILLA</i>	16
<i>PRELSI (PLAN DE RESPONSABILIDAD ÉTICA, LABORAL Y SOCIAL DE INTERFRESA)</i>	16
GUILHEM - AGRICULTURE PAYSANNE ET TRAVAILLEUR·SES SAISONNIER·ÈRES EN AGRICULTURE	17
AGRICULTURE PAYSANNE	17

AGRICULTURE PRODUCTIVISTE	17
FNSEA (FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES).....	18
PAC (POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE).....	18
TRAVAILLEUR·SES DÉTACHÉ·ES.....	19
CHARLES - DROITS HUMAINS EN PALESTINE	20
LES ACCORDS D'OSLO.....	20
<i>NAKBA</i>	20
<i>INTIFADA</i>	21
LISA - POLITIQUES ÉCONOMIQUES FONDÉES SUR LES DROITS HUMAINS	21
IFI (INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES)	21
<i>Acronyme</i>	21
CONDITIONNALITÉS	21
DÉVALUATION.....	22
DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (OU DÉFICIT COURANT)	22
MAÎTRISE DE LA MASSE SALARIALE PUBLIQUE.....	23
CAROLINE - JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	23
PLAIDOYER POLITIQUE	23
<i>MERCOSUR (MERCADO COMUN DEL SUR)</i>	23
COMMUNAUTÉ DE VIE EMMAÛS	24
LE STATUT OACAS (ORGANISME D'ACCUEIL COMMUNAUTAIRE ET D'ACTIVITÉ SECONDAIRE)	25
ANA - JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	25
<i>FCRA (FOREIGN CONTRIBUTION REGULATION ACT)</i>	25
INTERPELLATION POLITIQUE CHEZ EMMAÛS INTERNATIONAL	26
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CHEZ EMMAÛS INTERNATIONAL.....	26

ANRU (AGENCE NATIONALE POUR LA RÉNOVATION URBAINE)

Acronyme

Établissement public en charge de la rénovation des quartiers de la ville dits QPV*, créé en 2003. Son objectif ? Introduire de la mixité sociale dans les banlieues. Comment ? En rénovant (= démolissant) les logements sociaux et en reconstruisant des parcs mixtes (logements privés et accession à la propriété). Ce qui se concrétise bien souvent par l'évincement des populations les plus pauvres.

FAP (FONDATION ABBÉ PIERRE)

Acronyme

Longtemps cru qu'il s'agissait de la SAPE (société des ambianceurs et des personnes élégantes) mal prononcée, voilà une autre manière de mentionner l'Abbé Pierre de façon dissimulée. La Fondation Abbé Pierre, qui s'intéresse au « mal logement » en France, publie un rapport sur l'état de celui-ci en France tous les ans, une bible pour le droit du logement.

LOGEMENT TIROIR

Locution nominale

Aussi claire que l'image qui peut te venir en tête, il s'agit de logements mis à disposition pour des habitant·es dont le logement est en travaux. Il existe deux cas de figure. Pour les réhabilitations lourdes, les habitant·es sont logé·es temporairement dans ce logement en attendant la fin des travaux. L'autre cas, plus fréquent, quand il s'agit de démolition de logements sociaux, les habitant·es sont réparti·s dans des logements tiroirs en attendant la construction des logements neufs sur le site, avec la promesse du bailleur d'y avoir une place. Dans la réalité, cette situation ne se produit que rarement et ces logements tiroirs deviennent alors l'habitat final des habitant·es.

QPV (QUARTIER PRIORITAIRE DE LA VILLE)

Sigle

Dispositif qui qualifie les quartiers non désirés de la ville, plus souvent connus sous les noms de : cité, banlieue, tier-quar, zone... On en compte 1500 en France. Plus d'un tiers sont ciblés par des projets de rénovations de l'ANRU*. Une façon de distinguer un QPV d'un autre quartier est de regarder s'il est considéré comme ZSP (Zone sécuritaire prioritaire), définit par le ministère de l'intérieur comme une zone qui « souffre plus que d'autres d'une insécurité quotidienne et d'une délinquance enracinée ».

OLIVIER — DROITS DES RÉSIDENTS DE FOYERS DE TRAVAILLEURS

MIGRANTS

PTFTM (PLAN DE TRAITEMENT DES FOYERS DE TRAVAILLEURS MIGRANTS)

Sigle

Oui, oui, « traitement »... Opération lancée par l'État en 1997 qui vise à « réhabiliter » l'ensemble des 688 foyers de travailleurs migrants (FTM) du territoire français avec pour objectif affiché de résorber l'insalubrité de ces établissements et de les mettre aux normes, ce qui implique la fin des unités de vie collectives remplacées par des studios individuels. On observe aussi une éviction globale d'un grand nombre des travailleurs migrants de ces logements et une grosse diminution des espaces collectifs pourtant censés être garantis par la loi...

CILPI (COMMISSION INTERMINISTÉRIELLE POUR LE LOGEMENT DES POPULATIONS IMMIGRÉES)

Acronyme

Institution étatique qui pilote le PTFTM*.

RÉSIDENCE SOCIALE

Groupe nominal, féminin

Les foyers des travailleurs migrants (FTM) traités par le PTFTM* (rénovés) changent de statut et deviennent des résidences sociales. Nouveau type de logement pour personnes précaires, mais pas que les travailleurs migrants du coup parce qu'on a d'autres pauvres à loger, alors il faut bien faire de la place quelque part !

LOGEMENT TREMPLIN / LOGEMENT ACCOMPAGNÉ

Groupe nominal

La résidence sociale n'est pas conçue comme un logement à long terme, mais comme un logement tremplin, de passage pour personnes précaires. Le but pour ces personnes étant, au bout de 3 ou 4 ans, de se diriger vers le logement privatif « de droit commun ». Cette idée ne correspond pas au parcours de logement réel des personnes précarisées, sachant que l'issue logique est le HLM alors que c'est complètement bouché. Bref, on ne sait pas trop vers où on est « trempliné ».

REDEVANCE

Nom féminin

Les résidents de foyers ne paient pas un loyer mais une redevance qui comprend le loyer, les charges, ainsi que des prestations :

changements de draps (???), mobilier (en gros tu peux payer ta chaise pendant 20 ans), accompagnement social (quasi inexistant dans l'ensemble), et sûrement d'autres trucs encore plus absurdes.

CLAIRE — DROITS DES ÉTRANGER·ÈRES ET JUSTICE SOCIALE

PREFEITURA DE SÃO PAULO

Terme brésilien, féminin, se traduit par « mairie » ou « Hôtel de Ville » en français.

Terme que j'ai capté peut-être au bout de 2 mois oupsi. Et oui ! Le mot « prefeitura » est un faux-ami au Brésil. On aurait tendance à l'associer à la « Préfecture » en français, l'organe déconcentré de l'Etat dans les circonscriptions administratives locales. A São Paulo, et au Brésil de manière générale, la « prefeitura » c'est plutôt le lieu de pouvoir à l'échelle d'une municipalité. En gros, ce serait l'équivalent de la mairie, avec son « prefeito », le·a maire·sse de la ville.

FSMM (FORUM SOCIAL MONDIAL DES MIGRATIONS)

Sigle

En fait, c'est une rencontre internationale calquée sur le modèle du FSM (Forum Social Mondial), évènement né au Brésil dans les années 2000 pour faire contrepoids au Forum économique de Davos et proposer des alternatives issues de la société civile et des mouvements sociaux. Ces rencontres se sont faites annuellement par la suite, et un peu dans le monde entier (le dernier FSM était à

Mexico en juin 2022). On y trouve des orgas de la société civile qui proposent des ateliers, des débats, etc., notamment sur la thématique migratoire. Mais l'espace consacré n'était pas non plus oufissime du coup iels (les organisations qui travaillent sur cette thématique) ont décidé de créer leur propre Forum Social Mondial... des Migrations ! Pendant plusieurs jours la thématique est passée au peigne fin et cela permet aussi d'interpeller les institutions du territoire en question quant à leur politique menée localement. Le dernier en date s'est tenu à Mexico en 2018.

VILLES ACCUEILLANTES

Groupe nominal féminin

Villes accueillantes en France, villes « rebelles » en Italie, « communes hospitalières » en Belgique, villes « solidaires » en Amérique-Latine, beaucoup de termes plus ou moins intuitifs pour désigner la propension de certaines villes à développer des politiques locales en faveur de l'accueil des personnes migrantes. A ce sujet, de chouettes études de terrain ont été réalisées par des volontaires d'Echanges & Partenariats en 2021 sur différentes villes européennes, où l'idée était de dégager les « bonnes pratiques » mises en place par les autorités locales, càd portant une vision alternative sur les migrations (alternative de la vision criminalisante des migrations qui règne en France, et en Europe...facile) ; ainsi que ce qui les faisaient sortir un peu du lot en terme d'actions menées pour les personnes migrantes. En vrai, il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur les villes accueillantes, notamment depuis un

angle un peu plus critique concernant par exemple la réalité du terrain vécue par les associations locales, ou encore l'ambivalence entre les discours et l'effectivité des actions menées. Attention au *social washing* (lorsque les entreprises ou institutions tentent de dissimuler leurs impacts sociaux négatifs en se présentant comme socialement responsables et éthiques) ? Bref, ça fait réfléchir...

GOVERNANCE DES MIGRATIONS

Nom féminin

En fait, la « gouvernance des migrations » décrit l'ensemble de normes juridiques, lois, politiques, institutions, *etc.* d'un État pour encadrer son action au sujet des migrations sur son territoire. Au-delà de cette définition, il existe un « cadre de gouvernance des migrations » de l'OIM (Organisation Mondiale de l'Immigration) qui partage sa vision avec différents principes et objectifs destinés aux États pour *réussir* sa bonne gestion des migrations. J'ai aussi beaucoup entendu parler de « gouvernance alternative des migrations » qui peut s'utiliser pour défendre une vision portée sur l'accueil digne des personnes migrantes soit plus respectueuse des droits humains, en menant un travail entre autorités locales et la société civile : une vision défendue notamment par l'OCU (Organisation pour une Citoyenneté Universelle).

LÉO — DROITS DES ÉTRANGER·ÈRES ET POLITIQUES MIGRATOIRES

EUROPÉENNES

FRONTEX (AGENCE EUROPÉENNE DE GARDE-FRONTIÈRES ET DE GARDE-CÔTES)

Acronyme

Agence de l'UE (Union européenne) qui a comme mission de « contrôler les frontières extérieures de l'espace Schengen ». Son petit nom complet est « agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes ». C'est l'une des agences européennes les plus financées. Elle met en oeuvre le projet sécuritaire de l'UE via des opérations spécifiques (vous en connaissez sans doute plusieurs en mer comme *Héra*, *Indalo*, *Poséidon*), ou en aidant les forces de l'ordre des États membres de l'UE à contrôler leurs frontières (par exemple, dans le sud de l'Espagne pour les personnes qui viennent du Maroc). Sans aucune surprise, une grande partie des activités et le projet global de Frontex est contraire aux droits humains, à la liberté de circulation et au droit international. C'est pas jojo ! Elle a gagné en notoriété ces dernières années, notamment parce que son mandat a été modifié plusieurs fois afin d'élargir encore davantage ses compétences et son budget (déjà colossal), lui permettant ainsi de réaliser des missions aux frontières extérieures, et au-delà,

manifestement attentatoires aux droits humains presque en toute impunité.

PEV (POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE)

Sigle

C'est ce qui encadre les relations entre les États membres de l'UE et certains États proches géographiquement de l'Europe. Elle est souvent présentée avec un jargon super mielleux (« prospérité partagé », ou « bon voisinage ») par les institutions européennes. C'est dans le cadre de cette PEV que plein de réunions hors-sol ont lieu, notamment au sujet de la sécurité ou des droits humains. Mais en réalité, elle sert de base à l'UE pour mettre en œuvre sa vision sécuritaire des politiques migratoires en échange de gros billets et/ou d'arrangements politiques.

EXTERNALISATION DES POLITIQUES MIGRATOIRES

C'est le fait pour l'UE de déléguer à un autre État la gestion des politiques migratoires, le contrôle aux frontières ou les procédures d'asile par exemple. C'était au départ avec des pays proches, mais l'UE et certains États européens sont maintenant très aventureux et vont de plus en plus loin, comme au Rwanda ou au Sénégal. Pour donner une illustration concrète : le fait que le Maroc prive les exilé·es de leur mobilité et les empêche de passer en Espagne, c'est de l'externalisation.

EXPULSIÓN, DEVOLUCIÓN, DEVOLUCIÓN CALIENTES,

RECHAZO EN FRONTERA

Termes espagnols, se traduisent dans l'ordre par « expulsion », « refoulement », « refoulement à chaud », « refus à la frontière » en français.

Plein de mots en espagnol qui désignent le fait de renvoyer une personne depuis l'Espagne (souvent depuis les enclaves de Ceuta et Melilla) vers le Maroc. Il y a plusieurs subtilités juridiques, temporelles, spatiales, mais on parle globalement toujours de la même chose. Le dossier *Return Mania* publié par l'organisation EuroMed Droits (mars 2021) explique bien les différences entre les termes.

L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE L'ENFANT

Un concept juridique que j'ai encore du mal à comprendre, issu de l'Article 3 de la Convention internationale des droits de l'enfant de 1989. Il est invoqué pour protéger les droits des enfants, mais ma conclusion c'est que tout le monde s'en sert un peu à sa sauce, comme ça l'arrange, que ce soit les associations, les organisations internationales ou les États.

PATRI – TRAVAILLEUR·SES ÉTRANGER·ÈRES SAISONNIER·ÈRES EN

AGRICULTURE

CHABOLA

Terme espagnol, nom féminin, se traduit par « cabane » en français.

Il s'agit d'une maison faite de plastique, de carton et de bois, sans eau ni électricité. De nombreux migrant·es qui travaillent dans les champs de Huelva (Espagne) vivent dans ces maisons. Quand il y a beaucoup de *chabolas* construites ensemble, comme dans un quartier, on parle de *asentamiento chabolista*. À Huelva, on trouve des *asentamientos chabolistas* dans différentes municipalités telles que Palos de la Frontera, Lepe, Cartaya et Lucena del Puerto. Toutes ces municipalités sont également connues pour leurs productions de fraises.

CONTRATACIÓN EN ORIGEN

Terme espagnol, féminin, se traduit par « recrutement à la source » en français

Ce concept fait référence à l'embauche de femmes marocaines pour la saison des récoltes à Huelva. Ce sont les termes utilisés dans la loi, mais dans la pratique, il s'agit d'une forme d'exploitation réglementée du travail des migrant·es. À Huelva, ce type de contrat est conclu avec le Maroc, et seules les femmes marocaines des zones rurales ayant des enfants de moins de 14 ans à leur charge sont

embauchées, afin de s'assurer qu'après avoir travaillé pendant la campagne, elles retournent au Maroc.

CONVENIO COLECTIVO

Terme espagnol, masculin, se traduit par « convention collective » en français.

La convention collective est le document signé entre les entreprises et les syndicats sur un domaine de travail spécifique et dans un territoire défini. La convention collective de Huelva est signée par l'ASAJA (« association des employeurs du secteur des fruits rouges de Huelva ») et le CCOO (syndicat *Comisiones Obreras*). Cette convention, au lieu d'améliorer les conditions de travail des personnes dans les champs et de les adapter aux besoins spécifiques du travail agricole, est pire que la précédente car elle réduit le salaire des heures supplémentaires, la prime kilométrique (entre le lieu de résidence et le lieu de travail) et ne réglemente pas de manière adéquate les droits des travailleur·euses dans les entrepôts (les personnes travaillant dans les entrepôts sont toujours les oubliées). Il serait bon de rappeler que les conventions collectives doivent au moins se conformer aux lois de l'Etat et ensuite prendre en compte les besoins de leur territoire pour améliorer les conditions de travail, c'est pourquoi les syndicats de travailleurs doivent les signer. Cependant, dans le cas présent, il semble que les syndicats ne soient pas représentés par les bonnes personnes, car le

nouvel accord profite davantage aux entreprises qu'aux travailleur·euses.

CUADRILLA

Expression espagnole, féminine

Nom donné aux groupes de travail sur le terrain. Ce terme est intéressant si l'on tient compte du fait que les *cuadrillas* sont normalement organisées en fonction des nationalités, ce qui évite aux migrant·es et aux nationaux de travailler ensemble. C'est une façon très visuelle de montrer comment tout est organisé pour continuer à promouvoir le racisme dans l'activité agricole à Huelva.

PRELSI (PLAN DE RESPONSABILIDAD ÉTICA, LABORAL Y SOCIAL DE INTERFRESA)

Acronyme espagnol, se traduit par « Plan d'Interfresa en matière d'éthique, de travail, et de responsabilité sociale » en français

Interfresa est l'association des entrepreneurs du secteur des fruits rouges de Huelva. Ce plan d'action a été élaboré en 2018 après que des travailleuses marocaines aient dénoncé publiquement des abus sexuels au travail (affaire Doñana 1998). Ce plan vise à structurer un système de communication interne entre les travailleurs et les entreprises elles-mêmes afin de résoudre les conflits éventuels. Exemple : si vous êtes moins bien payé, vous en parlez à un médiateur (traducteur) et celui-ci (qui est un travailleur de

l'association des employeurs), afin de résoudre le problème, en informe votre patron, qui est celui qui vous paie moins bien.

GUILHEM – AGRICULTURE PAYSANNE ET TRAVAILLEUR·SES

SAISONNIER·ÈRES EN AGRICULTURE

AGRICULTURE PAYSANNE

L'Agriculture paysanne doit permettre à un maximum de paysannes et de paysans de vivre décemment et cherche à mettre fin à la diminution continue du nombre de fermes en produisant sur des exploitations à taille humaine une alimentation saine et de qualité, accessible à tous et toutes, sans remettre en cause les ressources naturelles de demain. La Confédération paysanne est la principale organisation syndicale qui regroupe, représente et organise les paysannes et les paysans pour défendre leur mode de vie et lutter contre les politiques d'industrialisation de l'agriculture.

AGRICULTURE PRODUCTIVISTE

Il s'agit du modèle d'agriculture industrielle dont les uniques objectifs sont l'accroissement continu de la production et la recherche du profit. Problème : cette course à la production par tous les moyens possibles (intrants chimiques, irrigation, mécanisation, concentration des terres, main d'œuvre) se fait au détriment des

conditions de vie des travailleurs et travailleuses, du bien-être des animaux d'élevage et au prix d'une dégradation accélérée de l'environnement. En plus, la mise en concurrence des différentes agricultures mondiales par le productivisme conduit à la disparition des sociétés et des solidarités dans les campagnes de tous les continents.

FNSEA (FÉDÉRATION NATIONALE DES SYNDICATS D'EXPLOITANTS AGRICOLES)

Sigle

Le syndicat majoritaire dans les instances dites « représentatives » du monde agricole. Il est l'interlocuteur unique de l'État, du Ministère de l'Agriculture et des collectivités territoriales sur les questions de politiques publiques agricoles depuis plus de 50 ans. Problème : contrairement à ce qu'elle affirme, la FNSEA n'est en rien le représentant naturel du monde agricole ou des travailleur·ses de la terre pris dans leur ensemble. Les plus gros industriels de l'agroalimentaire, fervents défenseurs du modèle productiviste, y sont surreprésentés dans les instances dirigeantes.

PAC (POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE)

Acronyme

Politique agricole mutualisée à l'échelle des États membres de l'Union Européenne qui existe depuis 1962. Elle a favorisé la

mécanisation et le développement de l'agriculture productiviste et repose désormais sur deux piliers qui sont (i) le soutien du marché, des prix et des revenus agricoles ; (ii) le développement rural. Problème : les subventions versées dans le cadre de la PAC sont très mal réparties et toutes les exploitations agricoles n'y ont pas droit. Ces subventions soutiennent le développement des plus grosses exploitations individuelles. Sur la décennie 2010, 60% des exploitations aidées n'ont touché que 20% des financements totaux pour l'agriculture française.

TRAVAILLEUR·SES DÉTACHÉ·ES

Ce sont des salarié·es d'un pays européen temporairement amené·es à travailler dans un autre pays lui aussi membre du marché commun de l'Union européenne. Le ou la salarié·e continue de bénéficier du régime de sécurité sociale de son pays d'origine. Problème : l'isolement des travailleur·ses détaché·es en agriculture - lié à la dépendance aux employeurs et à leur méconnaissance de la langue du pays de travail - les rend particulièrement vulnérables aux pratiques d'exploitation de l'homme par l'homme au sein des exploitations productivistes.

CHARLES – DROITS HUMAINS EN PALESTINE

LES ACCORDS D'OSLO

Nom propre

Signé en 1995, l'accord « Oslo II » entérine la répartition en trois zones des territoires de la Cisjordanie : les zones A, B et C. Il était conçu au départ pour une période de transition de cinq ans, au terme desquels devait exister un État palestinien souverain. En réalité, les accords d'Oslo créent une souveraineté captive pour les palestinien·nes, et les fragmentent en les divisant sous différentes juridictions, séparées par des murs et des *checkpoints*. De fait, bien qu'il se présente comme un outil qui permettrait l'auto-détermination des palestinien·nes, les accords d'Oslo permettront à Israël de fragmenter l'identité palestinienne et de poursuivre ses objectifs coloniaux.

NAKBA

Terme arabe, féminin, se traduit par « catastrophe » en français

Désigne la guerre et le nettoyage ethnique massif des palestinien·nes par les colons sionistse en 1948, lors de la création de l'État d'Israël.

INTIFADA

Terme arabe, féminin, se traduit par « soulèvement » en français

Désigne une révolte populaire menée contre un régime oppresseur ou un ennemi étranger. Dans l'histoire de la Palestine on en compte 2, la première débute en 1987 et la deuxième en 2000.

LISA – POLITIQUES ÉCONOMIQUES FONDÉES SUR LES DROITS HUMAINS

IFI (INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES)

Acronyme

Genre le FMI (Fonds Monétaire International), la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement ... Elles prêtent de l'argent aux gouvernements en difficulté financièrement. Problème : elles sont presque exclusivement dirigées par des représentant·e·s de pays occidentaux riches qui veulent imposer le néolibéralisme et le capitalisme comme seul modèle de développement dans le monde entier. Leur instrument principal : les conditionnalités.

CONDITIONNALITÉS

En gros, ce sont des réformes économiques néolibérales imposées par les IFI* et que des pays doivent mettre en place pour obtenir un prêt. Problème : c'est des mesures d'austérité qui ont de gros

impacts sur les droits humains. Pour la Tunisie, son dernier accord avec le FMI du 22 octobre 2022 l'oblige à supprimer ses subventions sur les produits alimentaires et sur l'énergie, et à privatiser certaines entreprises publiques.

DÉVALUATION

C'est quand on diminue la valeur d'une monnaie par rapport à d'autres monnaies. Problème : ça diminue le pouvoir d'achat de cette monnaie à l'étranger. Par exemple, on pouvait acheter l'équivalent d'1€ avec 1,2 dinars en 2000, mais le FMI a demandé une dévaluation en 2013. Il faut désormais 3,3 dinars pour acheter l'équivalent d'1€ en 2023.

DÉFICIT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (OU DÉFICIT COURANT)

C'est la situation où ce qu'un pays achète à l'étranger lui coûte cher et que ce qu'il vend à l'étranger ne rembourse pas ses achats. Souvent, les IFI demandent la dévaluation* d'une monnaie pour que ce que le pays vend à l'étranger soit moins cher et soit davantage acheté. L'objectif, c'est que le pays vende davantage et que ça rembourse ce qu'il achète. Sauf qu'en pratique ça ne marche quasiment jamais, et ça réduit juste le pouvoir d'achat du pays à l'étranger. Il faut qu'il vende toujours plus et toujours moins cher pour pouvoir acheter les mêmes choses. C'est un moyen de

s'approprier ses ressources à très bas prix. Et c'est donc une forme de néocolonialisme.

MAÎTRISE DE LA MASSE SALARIALE PUBLIQUE

Grosso modo, ça veut dire privatisation des entreprises publiques, licenciements de fonctionnaires et accroissement du contrôle d'efficacité sur les entreprises publiques restantes. C'est souvent une réforme demandée par les IFI, notamment dernièrement à la Tunisie, pour libéraliser l'économie et accroître la place du secteur privé dans l'économie du pays. Ça crée une augmentation des prix et donc un recul des droits socio-économiques de la population.

CAROLINE – JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

PLAIDOYER POLITIQUE

C'est un terme parapluie, qui englobe beaucoup d'actions, mais qui signifie avant tout défendre les droits de tous·tes en dénonçant les abus, que ce soit à l'écrit ou à l'oral, que ce soit à l'échelle d'un petit groupes d'acteurs sociaux, ou d'acteur·ices politiques, d'élus·es.

MERCOSUR (MERCADO COMUN DEL SUR)

Acronyme espagnol, utilisé en français, se traduit par « Marché commun du Sud »

Bon, vous avez toutes et tous été en cours d'histoire-géo, mais je reviens dessus quand même parce qu'apparemment pas moi. Le MERCOSUR c'est la communauté économique des pays d'Amérique du Sud, créée en 1991. Ses États membres permanents sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay, le Venezuela (suspendu en 2017). La Colombie, le Chili, le Pérou, la Bolivie et l'Équateur, le Guyana et le Suriname ont le statut d'États membres associés. Le MERCOSUR vise à promouvoir la coopération économique et politique entre les États membres, en favorisant le libre-échange, la libre circulation des biens, des services et des personnes, ainsi que la coordination des politiques économiques et commerciales. Il représente une population de plus de 290 millions de personnes.

COMMUNAUTÉ DE VIE EMMAÛS

Une communauté Emmaüs c'est un lieu d'accueil, de vie, de travail, et de solidarité qui fonctionne uniquement grâce à l'activité de récupération des compagnon·nes d'Emmaüs, des personnes exclues accueillies de façon « inconditionnelle » et pour une durée indéterminée. Les communautés Emmaüs ne reçoivent aucune subvention de fonctionnement. Leurs revenus proviennent essentiellement des mobiliers récupérés chez les particuliers (meubles, vêtements, bibelots, vélos), qui après restauration, font l'objet de ventes à bas prix. À différencier du terme « groupe

Emmaüs » qui englobe des groupes très divers dans leurs formes : associations, fondations, chantiers d'insertion, *etc.* qui n'ont donc pas toujours le fonctionnement d'une communauté de vie Emmaüs.

LE STATUT OACAS (ORGANISME D'ACCUEIL COMMUNAUTAIRE ET D'ACTIVITÉ SECONDAIRE)

Sigle

Permet de reconnaître le travail des compagnon·nes Emmaüs en France, et de leur donner accès à de nombreux droits, alors même qu'ils n'ont pas de contrat de travail type. Depuis 2018, ce statut permet également aux compagnon·nes d'avoir, en théorie, plus facilement accès à un titre de séjour sur le territoire français au bout de trois ans de travail au sein des communautés, via les cartes « vie privée et familiale » (VPF), « salarié » ou « travailleur temporaire ».

ANA – JUSTICE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

FCRA (FOREIGN CONTRIBUTION REGULATION ACT)

Sigle anglais, se traduit par « Loi sur la réglementation des contributions étrangères » en français.

Loi indienne régulant les financements étrangers des ONGs (Organisations Non-Gouvernementales). Cette loi gouvernementale intrusive empêche les ONGs et les organisations de la société civile de recevoir des fonds étrangers pour mener à bien leurs actions en

faveur des droits humains. Cette loi permet non seulement au gouvernement de vérifier la provenance des fonds, mais sert aussi de chantage : si tu vas trop à l'encontre du gouvernement, le gouvernement peut te retirer ta licence, et donc tu n'as plus de capacités de financement.

INTERPELLATION POLITIQUE CHEZ EMMAÛS INTERNATIONAL

Action collective qui s'appuie sur le travail et l'expérience de terrain des groupes Emmaüs, dans différentes thématiques, comme moyen d'interpeller les politiques publiques. Cette interpellation peut prendre diverses formes : sensibilisation de citoyen·nes, éducation populaire, participation à la rédaction de lois, manifestations, signatures de pétitions, etc.

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE CHEZ EMMAÛS INTERNATIONAL

Participation de tous les groupes au partage et à la solidarité selon les moyens matériels, humains et financiers, sous la forme de fonds communs et d'une redistribution selon les besoins. Ces fonds s'articulent autour de différents programmes : programme habitat, programme conteneur, programme urgence. Cette conception de la solidarité permet au Mouvement Emmaüs d'être indépendant de sources de financement extérieures.